

Publié le 8 décembre 2017

Des sociétés politiques occidentales en état de stress post-traumatique

«Nous sommes parvenus à l'âge de l'État sans histoire, instrument technique de série, démontable, détachable de ses assises mythologiques, commercialisable sous emballages adaptés aux folklores locaux, conformément aux exigences de l'*Efficiency* planétaire». Cette analyse de Pierre Legendre confine à un diagnostic post-mortem, comme si l'État moderne avait trépassé sans même s'en rendre compte. «L'État s'appelle toujours l'État, et il continue par conséquent à bénéficier de la considération attachée à ce mot», écrivait déjà Bernanos voici un demi-siècle. Or, expliquait-il, «un mot met très longtemps, il peut mettre des siècles à perdre sa signification, il peut survivre très longtemps à la chose qu'il nomme.»

Il est vrai que nos esprits restent bercés par la houle médiatique, qui alterne avec plus ou moins de régularité les prévisions de croissance, les scandales de mœurs et les tensions internationales. Ils peinent par conséquent à percevoir les puissants courants sous-marins qui traversent presque invisiblement nos sociétés, en particulier lorsque l'apparence est sauve. Or, c'est précisément le cas s'agissant de cette structure politique que l'on appelle «État», censée conjuguer légitimité démocratique et autorité de la loi. Si l'étiquette n'a pas varié, le contenu du bocal connaît des évolutions notables. Avant de revenir sur ces transformations à l'œuvre, il importe donc de préciser l'objet du débat. De quoi parle-t-on exactement ?

État moderne et souveraineté

«La souveraineté est la puissance absolue et perpétuelle d'une République». Cette assertion fameuse posée par Jean Bodin en 1576 est habituellement considérée comme l'acte de naissance, à tout le moins intellectuel, de l'État moderne. Or celui-ci ne peut en réalité être dissocié d'un événement sanglant survenu quatre années plus tôt, et que l'histoire a retenu comme le «massacre de la Saint Barthélémy». Le fanatisme religieux a quelque chose à voir en effet avec la nécessité perçue alors par Jean Bodin de refonder une structure politique capable de canaliser la violence et de mettre un terme aux guerres intestines.

Le concept de souveraineté emporte ainsi deux conséquences majeures. Il légitime tout d'abord une concentration de pouvoir inégalée au sein de l'État, dont le seul contrepois réside en définitive dans la finalité qui lui est assignée, à savoir garantir la paix civile. Il démonétise ensuite toute instance supérieure, qu'elle relève de l'ordre temporel comme spirituel. Le frontispice du *Léviathan*, écrit par Hobbes un siècle plus tard, est à cet égard sans ambiguïté aucune : cette image célèbre figure l'État comme un homme artificiel, émanant de la volonté libre des individus, et qui tient dans ses mains et l'épée et la crosse, c'est-à-dire le pouvoir civil et l'autorité religieuse.

Dans les faits, l'idée de souveraineté, consubstantielle à la notion même d'État, tend par conséquent à légitimer ce dernier comme instance suprême au détriment de toute prétention hégémonique susceptible de provenir de l'Église ou du Saint-Empire romain germanique. Ce faisant, un double mouvement de laïcisation des structures de gouvernement et de nivellement des instances légitimes sur le plan international commence alors. Un nouvel ordre géopolitique européen émerge, consacré lors des traités de Westphalie, en 1648. Il aura tenu bon pendant près de trois siècles, tempéré qu'il était par l'influence encore vivace des valeurs chrétiennes.

Les deux guerres mondiales du XX^e siècle vont profondément miner ce bel édifice. La souveraineté y a montré *ad nauseam* jusqu'à quelles extrémités elle pouvait conduire les États et combien elle pouvait regarder l'homme comme quantité négligeable. Le traumatisme est triple. Sur un plan symbolique, Verdun, Auschwitz et Hiroshima matérialisent en effet trois épacentres qu'il importe de distinguer. Si les conséquences sont comparables – à savoir le sacrifice de centaines de milliers de personnes –, les intentions diffèrent fortement. Combattre un ennemi avéré, éliminer une minorité fantasmée, ou anéantir un adversaire obstiné ne relèvent pas des mêmes logiques. Il suffit pour s'en convaincre de regarder les victimes : à Verdun, elles furent essentiellement militaires, à Auschwitz principalement civiles, à Hiroshima rigoureusement indistinctes. Entendons-nous bien : il ne s'agit nullement de juger *a posteriori* la portée morale des décisions ayant conduit à ces événements, mais bien de comprendre que la promesse attachée à l'idée de souveraineté a failli. Remettre toute la puissance dans les mains d'une instance souveraine ne jugule pas la violence, bien au contraire.

Souveraineté de l'individu et repli de l'État

Depuis lors, le poison du doute s'est instillé partout, au point que toute prétention à vouloir défendre le bien commun est presque devenue suspecte. La souveraineté n'est pas morte, mais elle est passée à l'individu qui, à son tour, tend à vouloir déployer sans limite une tentation d'auto-fondation et de toute puissance. Les valeurs sédimentées par le temps semblent avoir été emportées par le déluge, et nous assistons à un repli de l'État autour des seuls enjeux économiques et de l'exaltation de la liberté sans entraves. En situation de stress post-traumatique depuis plus d'un demi-siècle, il adopte un positionnement qui contribue en réalité à ronger ses propres fondations. Chacun des piliers sur lesquels il est assis donne aujourd'hui des signes inquiétants de faiblesse.

Selon la théorie classique, si l'on en croit Carré de Malberg, l'État se définit en effet comme une «communauté d'hommes, fixée sur un territoire propre et possédant une organisation d'où résulte pour le groupe envisagé dans ses rapports avec ses membres une puissance suprême d'action, de commandement et de coercition». Or, cette configuration n'a rien d'absolu ni d'éternel. Il semble que la «communauté d'hommes», le «territoire propre», tout comme l'organisation dont résultent «commandement et coercition» connaissent aujourd'hui, et dans de très nombreux pays occidentaux, de profondes métamorphoses.

François-Marie Bouchard

Retrouvez cet article sur notre [site](#)